

## LA PAROLE EST À NOUS

En publiant *Ici les habitants*, nous voulons que le maximum d'habitants puisse être tenu au courant de ce qu'il se passe au sein de la com com Creuse Grand Sud. Vous pouvez demander à le recevoir par mail, le trouver sur facebook, l'imprimer et le diffuser autour de vous. **Photocopiez-le, déposez-le chez les commerçants, distribuez-le à vos voisins.**



Jeudi 2 mars 2017

**Des habitants parlent aux habitants**  
Communauté de communes Creuse Grand Sud

n°29

**Prochaine réunion du conseil communautaire**  
**Jeudi 16 mars, 19h**  
**à St-Alpinien**  
**salle polyvalente**

Les réunions de conseils communautaire sont publiques, vous pouvez venir y assister. Cette réunion sera consacrée à l'examen des orientations budgétaires 2017, préliminaires au vote du budget qui aura lieu un mois plus tard.

Pour préparer ce conseil, des élus et habitants se réuniront à la mairie de **St-Maixant**  
**Lundi 13 mars à 18h30**  
Cette réunion de préparation et de travail est ouverte à tous.



**France Inter à Aubusson**  
**Lundi 6 mars de 7h à 9h**

Qui mieux que Michel Moine peut parler de la désertification des campagnes ? Il sera l'invité en direct et en public à la Cité internationale de la Tapisserie, de la Matinale de France Inter du lundi 6 mars, animée par Patrick Cohen.

**On peut poser des questions en direct par téléphone en appelant le 01 45 24 7000.**

Quelles solutions pour désenclaver nos campagnes ? Nous ne doutons pas que des habitants sauront lui poser les bonnes questions... en se référant à sa brillante gestion de la com com !

## DÉMOCRATIE (ENCORE...)

La question de la démocratie que nous avons déjà abordée dans *Ici les Habitants*, est loin d'être close... Le sujet est donc à nouveau au sommaire de ce numéro. À vaste sujet, le nombre de bulletins qu'il faut !

## EL DEMONIO KRATOS ET LA RESPECTABLE PUBLICA

**Ou comment s'affrontent le pouvoir du peuple et le bien public**

**Au départ pourtant tout semblait clair :**

- la démocratie c'est la façon dont un groupe social donné (le peuple français, les habitants de creuse gd sud, ...) organise son fonctionnement par des règles « élaborées, décidées, mises en application et surveillées par l'ensemble des membres du groupe ». et donc exit les privilèges, passe-droits.... Out les exclusions, discriminations.....

- la république, c'est une forme que prend l'État représentant du peuple par opposition à l'État de droit comme la monarchie par exemple.

Le fonctionnement normal étant que le peuple désigne ses représentants pour faire fonctionner les règles démocratiquement établies.

**Très vite**, les représentants du peuple vont se nommer dirigeants et travailler plus pour le système qui les a fait émerger que pour le peuple légitime.

Alors, depuis quelques années, est arrivée la démocratie participative : les représentants élus du peuple s'adjoignent des conseils de citoyens pour surveiller, mettre en application et parfois même élaborer et décider.

Plus les centres de décision s'éloignent du peuple et plus il va être nécessaire d'organiser, d'actionner cette participation pour être clairs, transparents, en cohérence avec les besoins du plus grand nombre, si ce n'est de tous. On

parle même de démocratie ouverte open government !, bâtie autour de 3 piliers :

- **la transparence** (tableaux de bord, opendata, communication)
- **la participation** ( consulter les citoyens, organiser des débats, co-construire)
- **la collaboration** (travailler en transversal)

**Peut-on être républicain et non démocrate ?** En France, en théorie non, cependant on se rend compte qu'il y a de plus en plus souvent opposition entre les dirigeants élus et le peuple ! Les dirigeants se targuent de représenter l'ordre, la discipline, le droit, rejetant les réclamations du peuple dans le désordre, l'amateurisme, voire l'immaturité. Le peuple « ne se rend pas compte ».

Sous couvert de « Nous sommes élus, braves gens. Merci, maintenant on s'occupe de tout, dormez en paix », le peuple a délaissé son rôle de surveillance, ce rôle que la loi élaborée en commun au cours des siècles lui donne : séances publiques, documents communicables, permanences et réunions. Avec les outils numériques, cette surveillance devrait être facilitée pour autant que les élus daignent s'en servir – par exemple en publiant le calendrier des réunions avec les ordres du jour sur site web.

Depuis que la communauté de communes s'est lamentablement abîmée dans le trou sans fond(s) de la faillite, le peuple s'est rendu compte que ses représentants n'avaient pas été à la hauteur de leur tâche et qu'ils s'étaient peut être même conduits comme des dictateurs voire des monarques ! En oubliant les règles élémentaires du fonctionnement démocratique : élaborer, décider, mettre en application et surveiller par l'ensemble du groupe. Depuis septembre, des excuses auraient été appréciées ! Les récents articles de la presse nationale continuent à jeter l'opprobre sur tous les habitants de Creuse Grand Sud !

Après quelques flashes médiatiques autour d'un audit DGFIP un peu rapide, la constitution d'un conseil de développement était attendue, ainsi que l'engagement d'un travail participatif autour d'un projet de développement global qui aurait permis de sortir de la crise par le haut.

Il semble que les anciennes pratiques dirigistes reprennent le dessus et que « fait accompli » soit de retour.

Le peuple va-t-il devoir se constituer en conseil de surveillance et demander des comptes, tous les comptes par tous les moyens à sa disposition, ou bien est-il envisageable que les représentants et les habitants de Creuse Grand Sud se mettent à travailler ensemble pour co-construire un avenir meilleur ?

**Z comme.....zabitants**

## La démocratie participative : Un emplâtre sur une jambe de bois

**Suite au texte de Roger Fidani sur la démocratie participative paru dans Ici les habitants n°25, Michel Dias, conseiller communautaire d'Aubusson, nous a fait part de ses réactions dont nous publions ici un extrait (l'intégral est sur facebook).**

*En entérinant le modèle représentatif*, sous prétexte de réalisme, pour proposer – très pragmatiquement il est vrai – de l'ajuster aux conditions d'une simple « participation » des citoyens ici et maintenant, le dogme de la « démocratie participative » ne disqualifie-t-il pas une réflexion que les générations d'aujourd'hui doivent entamer pour qu'elle offre des perspectives concrètes d'évolution aux générations de demain : une réflexion profonde, plus philosophique – voire métaphysique – que technique, sur les raisons pour lesquelles le système représentatif est non pertinent, l'a toujours été d'ailleurs, sur les raisons pour lesquelles c'est aujourd'hui et non hier que nous sommes en capacité de mesurer son incompatibilité foncière avec l'idée même du politique, sur les révolutions fondamentales qu'il faudra imprimer aux sociétés de demain pour que le politique advienne enfin dans le champ d'une citoyenneté pensée comme l'essence de l'homme ?

*Ce n'est pas que le pragmatisme de la solution participative* ne puisse pas se déployer, à l'échelon des territoires, parallèlement à cette réflexion de fond. Il peut apporter ponctuellement et localement des améliorations temporaires, tout comme il n'est sans doute pas inutile que des esclaves exigent *hic et nunc* des améliorations de leurs conditions de captivité pendant que d'autres – qu'on appellera utopistes – préparent pour les générations futures une abolition de l'esclavage qu'ils ne connaîtront pas (...)

*Je crains pour ma part que l'impatience des adeptes de la « démocratie participative »* ne produise cet effet d'emplâtre sur une jambe de bois, non pas ici au sens où l'emplâtre n'aurait pas d'efficacité – car les mesures de démocratie participative ne sont certes pas sans efficacité au plan de l'immédiat – mais au sens où l'emplâtre ferait oublier que la jambe est de bois. La démocratie participative a indéniablement un rôle à jouer, mais ses limites sont inhérentes au système représentatif dont elle prétend pourtant pouvoir s'accommoder.

## Vous reprendrez bien un peu de fée carabosse ?

*On la croyait partie, décimée par la grippe, tapée dans un coin à cause des affaires ! Mais non, mais non point du tout ! Elle était partie faire un tour aux States et la voilà qui revient requinquée par toutes ces promesses électorales qui commencent à nous pleuvoir sur la tête. Il faut dire que son terrain de jeu est quand même vaste !*

**Figurez vous que l'État n'a plus de sous !** Un peu comme la comcom dans le fond, mais lui l'État, il est étroitement surveillé par le chevalier blanc européen qui traque sans relâche les déficits budgétaires (ben heureusement qu'il ne sait pas encore où c'est la Creuse !!). Alors, au lieu de mettre à plat les dépenses et recettes par ministères, de mesurer l'efficacité et de traquer les gaspillages, il a eu une idée de génie : faire payer les régions, départements, intercommunalités et communes ! Ceinture pour tout le monde ! DGF et dotations au régime, avec cette grande banderole « il faut faire des économies », qui peut d'ailleurs être mutualisée à tous les étages.

**C'est vrai quoi « faire des économies » voilà un beau projet politique !** Mais au juste, pour faire quoi ? Moi très bêtement, je fais des économies pour me cultiver, améliorer mon cadre de vie, acheter des équipements dont j'ai besoin... Certainement pas pour faire des économies !

Cette fois avec la loi NOTRe, la fée carabosse a frappé un grand coup sous couvert de « arrêtez de faire tous la même chose, vous gaspillez ! Toi la région tu feras l'économie et la formation, toi le département le social, toi la comcom les services de proximité et toi la commune...l'état civil et les élections » et de « vous êtes trop petits, quand on est gros ça coûte moins cher ! » On se retrouve aujourd'hui avec des régions et des interco grande taille qui n'arrivent pas à s'organiser et des départements et des communes qui n'ont plus de moyens pour assurer les liens avec la population.

**La dernière petite touche à cette cacophonie magistrale**, vient d'être apportée avec la diminution drastique de la DGF (Dotation globale de fonctionnement)... compensée par l'augmentation

dans les mêmes proportions de la DETR (Dotation d'équipement des territoires ruraux) !!! Alors si vous avez bien lu tous les numéros d'*Ici les habitants* : on baisse une recette de fonctionnement qui va mettre à mal le budget des collectivités. Elles ne pourront plus dégager de moyens pour faire des investissements et donc faire des dossiers qui pourraient élarger à la DETR (car pour bénéficier d'une subvention il faut avancer l'argent et financer le reste à charge !). Double économie ! Bien joué fée carabosse !

Bien sûr pour ne pas être en reste, tous les échelons s'y mettent : la culture ? ah on a-do-re la culture mais, on peut pas, il faut faire des économies ; la petite enfance, oui c'est nécessaire, mais ce n'est pas notre compétence ; etc.

**Au final l'habitant**, quel service arrive jusqu'à lui ? Son territoire est-il vraiment en développement ? Jusqu'à quand va-t-il continuer à payer sans rien dire ?

Faut-il vraiment la révolution pour que cette machine infernale s'arrête et que cela reparte dans un sens clair et acceptable à défaut d'être partagé ?